

Solange Bandiaky
Women's Studies PhD Candidate,
Clark University, Worcester, MA, 01610, USA
Phone: 508 791 3953/508 421 3731
Fax: 508 793 8896;
E-mails: sbandiaky@clarku.edu,
solbandiaky@yahoo.fr

**Au-delà du Néolibéralisme Africain.
Une Analyse de Genre du Projet de Développement Economique du NEPAD¹**

Résumé

L'intégration des femmes dans le processus du développement économique a fait l'objet de cadre d'analyse dans les approches et méthodologies féministes. Les féministes des pays du Sud, particulièrement celles de l'Afrique ont proposé des alternatives pour une meilleure participation des femmes dans le processus du développement. Ces alternatives consistent principalement à faire du développement basé sur les expériences et le vécu quotidien des hommes et des femmes des pays en voie de développement. Ainsi les femmes du Sud deviennent non plus des bénéficiaires du développement mais plutôt des participantes et des partenaires. Leur argument général est que les idéaux capitalistes à savoir la croissance économique et les programmes d'ajustement structurel ont des impacts négatifs sur les femmes. Où se trouve alors l'impasse dans l'intégration du genre dans le développement africain ? Les alternatives féministes sont-elles des impasses ? Les propositions des féministes sont-elles prises en compte dans les politiques africaines de développement telles que le NEPAD ? Comment réinventer le genre en Afrique pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement ? L'argument principal de cette communication est que l'intégration du genre dans le développement africain demeure toujours une impasse au 21^{ème} siècle, non pas parce que des alternatives n'ont pas été identifiées, mais parce que ces alternatives ne sont pas prises en considération dans l'élaboration des politiques africaines de développement. Les politiques du NEPAD se fondent sur les discours néolibéralistes voire économistes pour analyser les questions de genre en Afrique.

Introduction

Depuis les années 1970, l'intégration des femmes dans le processus de développement à travers les paradigmes féministes a connu des changements théoriques importants. Des libéralistes aux féministes postmodernistes, on est passé du concept de « femmes » au concept de « genre » en tant que catégorie d'analyse. Les féministes ont développé des approches et théories pour dénoncer le développement économique basé sur la modernisation, la mondialisation et le néolibéralisme.

¹ NEPAD: le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique

Durant les années 1980, les féministes des pays en voie de développement, beaucoup d'entre elles sous le label de postmodernistes ont marqué une entrée déterminante dans le discours du développement. Elles ont proposé des approches alternatives de concevoir le développement pour une meilleure participation des femmes dans le processus du développement. Ces alternatives consistent principalement à faire du développement basé sur les expériences et le vécu quotidien des hommes et des femmes des pays en voie de développement. Ainsi les femmes du Sud deviennent non plus des bénéficiaires du développement mais plutôt des participantes et des partenaires. Leur argument général est que les idéaux capitalistes (croissance économique, programmes d'ajustement structurel, etc.) ont des impacts négatifs sur les femmes. Les féministes ont ainsi développé des théories, méthodologies, et des politiques alternatives pour mettre en exergue les échecs des paradigmes dominants néo-libéraux, montrer leurs impacts sur les femmes particulièrement celles pauvres, et proposer des alternatives de développement pour l'Afrique basées sur l'équité et l'égalité.

Où se trouve alors l'impasse dans l'intégration du genre dans le développement africain ? Les alternatives féministes sont-elles des impasses ? Les propositions des féministes sont-elles prises en compte dans les politiques africaines de développement telles que le NEPAD ? Comment réinventer le genre en Afrique pour atteindre les objectifs du millénaire pour le développement ?

L'objectif de ma communication n'est pas de montrer comment les questions de genre sont intégrées dans les politiques et programmes du NEPAD ou bien la place des femmes dans les structures politiques du NEPAD. Il s'agit plutôt de faire une analyse critique de l'esprit néolibéraliste du NEPAD et ses impacts sur les femmes africaines et sur l'intégration du genre dans le développement en Afrique.

Ma communication se propose d'abord de contextualiser le projet de développement capitaliste pour mieux comprendre ses mécanismes et ses objectifs. Le développement économique tel que appréhendé par les dirigeants des pays développés nous permet de comprendre pourquoi le NEPAD qui se dit projet de développement africain est catégorisé de néolibéraliste. Les idéologies capitalistes du développement sont dialectiquement liées au NEPAD parce qu'elles conditionnent le développement de l'Afrique avec l'acceptation des dirigeants africains. Les critiques des féministes du projet de développement économique des pays développés et du NEPAD montrent que depuis plus de trois décennies, et au début du 21^{ème} siècle où toute forme de ruptures d'avec la colonisation et la dépendance sont supposées s'opérer en Afrique, les mêmes critiques féministes du projet de développement capitaliste sont malheureusement adressées au NEPAD. Vu les impasses que le néolibéralisme a sur les femmes africaines, des alternatives théoriques et pratiques sont dégagées pour une réinvention du genre dans le développement de l'Afrique. En conclusion, cette communication dégage des stratégies, actions, et alternatives pour une meilleure intégration du genre dans le développement en Afrique.

Mon argument principal est que l'intégration du genre dans le développement africain demeure toujours une impasse au 21^{ème} siècle, non pas parce que des alternatives n'ont pas été identifiées, mais parce que ces alternatives ne sont pas prises en considération dans l'élaboration des politiques africaines de développement. Les

politiques du NEPAD se fondent sur les discours néolibéralistes voire économistes pour analyser les questions de genre en Afrique. Une analyse de l'intégration du genre dans le développement africain doit se baser sur les réalités matérielles des femmes qui sont contextuelles et diverses ; et doit considérer le contexte socio-économique et politique africain i.e. les conflits armés, la guerre, le VIH/SIDA, la famine, la dégradation de l'environnement, et les politiques d'ajustements structurelles qui affectent les hommes et les femmes différemment.

Le néolibéralisme : un projet de développement capitaliste

Durant les années 1950 au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, on assiste à une décolonisation des pays du Sud et une émergence du paradigme de développement ancré dans le régime capitaliste de libre marché. Le développement a été institutionnalisé comme un projet d'après-guerre pour établir les règles capitalistes à travers la reconstruction de l'Europe avec le Plan Marshall et l'établissement des Etats-Nations du « Tiers Monde ». Le développement était compris comme une trajectoire linéaire vers la modernisation basée sur la croissance économique nationale. Ainsi, le développement est conçu comme un mouvement évolutionniste qui consiste à améliorer les conditions de vie, la croissance économique nationale, et le bien-être national. Selon l'esprit capitaliste, le développement ne peut être atteint qu'avec la croissance économique.

Cependant, le projet de développement capitaliste a échoué à cause de la dette des pays pauvres due aux conditionalités imposées par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI). Ces conditionalités sont les Plans d'Ajustement Structurel (PAS) avec lesquels les Etats privatisent les fonctions publiques, diminuent les budgets des services sociaux, dévaluent les monnaies nationales, et promouvoient l'exportation. Le système capitaliste se développe à partir d'une main d'œuvre extrêmement moins chère avec l'utilisation de personnes non qualifiées venant des pays en voie de développement (Frobel et al., 2000). L'exportation est en faveur des compagnies étrangères multi-nationales affecte le marché local et crée des tensions sociales et des guerres entre les populations locales. Par exemple la modernisation de l'agriculture a entraîné la destruction de l'agriculture de subsistance et la migration des populations rurales vers les villes. Suite à ces divers échecs, durant les années 1990 les économistes néolibéraux œuvrent pour une restructuration des économies à travers la mondialisation. Ainsi, le développement se matérialise dans le succès dans l'économie de marché. Il n'y a pas d'intervention de l'Etat (Keynes), c'est le laissez-faire, le libre commerce et l'intervention de mains invisibles dans le marché.

« D'une manière générale, le néolibéralisme comme sa vieille version du 19^{ème} siècle (i.e. la modernisation) est une doctrine économique, politique, et morale qui considère l'individuel comme la base fondamentale de la société. Plus spécifiquement, cette rhétorique est anti-Etat et place une foi illimitée dans la magie du marché pour résoudre tous les problèmes sociaux. Les aspects les plus irresistibles de cette idéologie reposent sur la conceptualisation du marché comme neutre, bénéfique, et arbitraire qui ne dit pas son nom capitaliste. Le néolibéralisme voit l'Etat en comparaison avec le marché comme un empoté, inefficace, et fréquemment un acteur corrompu dont la présence encombre les actions non-égoïstes du marché » (Gill, 2000 :3). Le néolibéralisme est un

projet capitaliste qui œuvre pour le retrait de l'Etat dans ses fonctions publiques. Par conséquent cela a des impacts négatifs sur les pays en voie de développement notamment les pays africains.

On assiste à une « nouvelle division international du travail » (Frobel et al. 2000) où l'économie mondiale est géré par les élites des pays développés et où les économies nationales déclinent au profit de l'économie mondial. Le projet de développement devient ainsi une gestion mondiale de la croissance économique et des ressources mondiales par les élites des pays les plus industrialisés.

En quoi le NEPAD est néo-libéraliste ?

La mondialisation n'est pas seulement une simple imposition externe des institutions internationales sur les Etats, les chefs d'Etats et de gouvernements des pays pauvres collaborent dans la restructuration de leurs organes et cautionnent les règles des compagnies multinationales pour l'augmentation de leurs profits “ (McMichael:)”. Cardoso (2001) critique les gouvernants des pays pauvres de s'allier aux investisseurs étrangers pour leurs profits personnels au détriment des populations pauvres de leurs nations. Les investissements étrangers sont durables dans les pays en voie de développement à cause de la collaboration des gouvernants nationaux, des riches investisseurs locaux et nationaux qui de même que leurs partenaires étrangers sont avides de faire des profits. Donc le sous-développement n'est pas seulement le résultat de l'accumulation de capital par les pays capitalistes mais aussi une conséquence de la « fragmentation structurelle » économique et sociale propre aux nations du Sud. Au-delà des critiques de l'économie capitaliste, il y a une nécessité de se focaliser sur des analyses économique, politique, sociale, et culturelle pour mieux expliquer et comprendre le sous-développement des pays du « Tiers Monde ».

Le NEPAD est largement critiqué par les intellectuels africains et la société civile à cause de son adoption du paradigme néolibéraliste de développement qui n'est que le reflet des idéologies des pays industrialisés particulièrement le groupe des huit pays les plus industrialisés, le G8. Le processus de la mise en œuvre du NEPAD révèlent cette complicité et collaboration des gouvernants africains avec les élites capitalistes. « En janvier 2001, le Président Sud Africain Thabo Mbeki participe au forum économique mondial à Davos en Suisse pour présenter une proposition appelé le Plan Africain du Millénaire (PAM). Après consultation avec le Président du Sénégal Abdoulaye Wade, le plan est rebaptisé Nouvelle Initiative Africaine (NIA). Ainsi, Mbeki soumet le plan au G8 lors d'une rencontre à Gênoa en Italie en Juillet 2001. Après avoir révisé le plan, les dirigeants du G8 demandent aux africains de le réécrire et de mettre beaucoup plus l'accent sur la « bonne gouvernance ». Ensuite il les a invité à participer au prochain sommet à Kananaskis, Alberta au Canada en Juin 2002. Après consultation avec les Institutions Financières Internationales (IFI) et les dirigeants du Nigéria et de l'Algérie, le Président Thabo Mbeki lance le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique ou NEPAD. A Kananaskis les dirigeants du G8 dévoile un « Plan d'Action sur l'Afrique » et s'engage dans la collaboration avec le NEPAD. Ainsi, à travers le NEPAD, les pays africains garantissent la bonne gouvernance en échange avec l'aide financière » (extrait dans le site internet de « choike.org »). En retour, le cadeau empoisonné des pays

développés est de 64 milliards de dollars américains pour avoir suivi les recommandations concernant la bonne gouvernance et l'intégration des politiques économiques.

Basé sur ce processus, des questions s'imposent : En quoi le NEPAD est-il africain ? Est-ce un développement pour les africains et par les africains ou bien un développement à la G8 ? Selon le NEPAD l'Afrique est sous-développée, « arriérée » et a besoin de s'aligner avec les pays développés, elle doit intégrer l'économie mondiale pour se développer. Le NEPAD a pour objet au moyen « d'investissements massifs dans des projets de structures fondamentales et de développement humain, de résorber à terme les gaps fondamentaux qui séparent l'Afrique du monde développé, en vue de sa participation pleine et entière à la production mondiale et au commerce international, moteur de la croissance économique ». Pour renverser cette tendance, le NEPAD appelle à un nouveau partenariat entre l'Afrique et la communauté internationale. Ainsi, la structure du NEPAD envisage une mobilisation des ressources à travers deux initiatives : l'initiative du flux des capitaux et l'initiative d'accès au marché. L'initiative d'accès au marché met l'accent sur l'importance de la diversification de la production, de la promotion du rôle du secteur privé, et la promotion des exportations africaines à travers le commerce inter-africain et avec le reste du monde (NEPAD, 2001). Abdoulaye Wade, Président de la République du Sénégal et Vice Président du NEPAD (2004, dans Ben Hammouda et Kassé) affirme « le NEPAD a été salué par le G8, comme une nouvelle vision originale du devenir de l'Afrique, actuellement en marge de la croissance de l'économie mondiale (1,8% du commerce mondial, 1% de l'investissement mondiale)

Selon Sally Matthews (2004) la rhétorique du NEPAD rappelle la théorie de la modernisation qui a une vision linéaire du développement basée sur la croissance économique. En adoptant les idéologies modernistes et néolibéraliste, le NEPAD oublie que le modèle de développement des pays développés a eu des conséquences négatives sur l'environnement, les structures sociales et économiques, et sur le bien-être.

Selon Amartya Sen (1983) le développement économique n'a pas été une réussite pour les pays en voie de développement parce qu'il réfère à l'industrialisation, à l'accumulation rapide de capital, et à une main-d'œuvre sous-employée. Le développement dont les pays du « Tiers Monde » ont besoin n'est pas celui du développement économique et de l'industrialisation qui est basé sur les intérêts capitalistes à travers l'exploitation des pauvres. La croissance économique n'est pas le développement. Le développement économique n'a pas permis aux pays en voie de développement d'atteindre le développement économique. La croissance économique ne doit pas être considérée comme une fin en soi mais comme un moyen qui considère non pas seulement les facteurs économiques mais aussi les dispositions sociales et politiques. Le développement doit considérer les droits des populations mais aussi les capacités que ces droits génèrent. En adoptant les idéologies capitalistes, le NEPAD adopte des perspectives sociales et économiques qui contribuent à la marginalisation des femmes et ne questionne pas les perspectives macro-économiques mondiales et leurs impacts sur les hommes et les femmes d'Afrique.

Critiques Féministes du Développement Economique

Les féministes des pays du Sud en l'occurrence celles africaines se sont interrogées sur l'intégration des femmes dans le processus de développement économique. Leurs analyses du développement économique néo-libéral se situent à deux niveaux : premièrement une critique de l'intégration de la femme dans le processus du développement économique (IFD) sans aucun questionnement du projet capitaliste de développement. Ensuite l'élaboration d'un nouveau discours basé sur l'approche Genre et Développement (GED).

Intégration des Femmes dans le Développement : un projet des féministes libérales

L'intégration des femmes dans le processus de développement économique est un projet des féministes libérales telles que Ester Boserup, Irène Tinker, et les pro IFD. Pour elles le problème en question n'est pas le projet capitaliste de développement en tant que tel, mais le fait que les femmes soient absentes dans ce processus de développement économique tel que défini par les institutions internationales comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI). Boserup dans son ouvrage *Le Role des femmes dans le Développement économique* (1970), a montré que les femmes des pays du Sud notamment de l'Afrique sont très engagées dans l'agriculture, et dans le secteur économique, donc leur rôles doivent être pris en compte dans les programmes et politiques de développement économique.

L'objectif principal de l'approche IFD est d'intégrer les femmes dans le processus de développement économique à travers l'égalité (partage égal des opportunités et tâches entre homme et femme) ; en leur garantissant l'équité, (entière intégration dans les politiques et programmes de développement économique), la considération de leur rôle maternel (capacité de reproduction), et leur pouvoir de production (la considération des femmes en tant qu'agents actifs dans le secteur de l'économie).

Cet objectif d'intégration de la femme dans le développement économique est problématique parce que le projet de développement néo-libéral a une vision impérialiste, capitaliste, paternaliste et masculiniste. Si l'on considère deux aspects fondamentaux du projet du NEPAD envers les femmes africaines, on peut considérer ces objectifs et ses priorités. Un des principaux objectifs du NEPAD c'est « d'accélérer le renforcement des capacités des femmes afin de promouvoir leur rôle dans le développement socio-économique. Le genre n'est pas reconnu comme une des dix priorités du NEPAD, les femmes sont intégrées dans la priorité de la « bonne gouvernance publique ». Si on sait que la condition préalable d'acceptation du NEPAD par le G8 c'est l'intégration de la bonne gouvernance, les féministes ont de bonnes raisons de s'interroger sur l'intégration du genre dans le développement en Afrique. Le genre ainsi peut être compris comme développé et analysé dans les structures idéologiques capitalistes et néolibéralistes avec la complicité des chefs d'Etats africains. Le NEPAD ne serait-il pas entrain de reproduire l'approche IFD qui postule l'intégration des femmes dans le développement économique capitaliste ; approche que les féministes africaines ont jugé limitée ? Quand le néo-libéralisme africain définit les politiques de développement, il y a lieu de s'interroger sur l'adéquation de l'intégration du genre pour le développement en Afrique.

Au troisième millénaire, l'impasse se trouve dans le retour à la cage de départ à savoir les années 1970s début de la théorisation féministe de l'intégration des femmes dans le développement économique. « Le NEPAD propose seulement des recettes anciennes qui n'ont pas marché » (Randriamaro, 2002). Le NEPAD est aussi en déphasage sur le discours de la communauté internationale de développement qui est passé de l'approche IFD qui s'étaient étroitement focalisé sur le rôle productif des femmes à une perspective de genre beaucoup plus large qui prend en compte tous les aspects de la vie des femmes et cherche à mettre le genre au cœur des politiques de développement (Singh, 2001).

Genre et Développement (GED) : le genre comme catégorie d'analyse

L'approche GED marque une rupture avec l'approche intégrationniste en partant de la considération des relations de pouvoir entre les hommes et les femmes et en questionnant les structures et institutions impérialistes. Pour une meilleure prise en compte des femmes dans le projet de développement, on doit aller au-delà de l'approche intégrationniste et économiste. L'approche GED a pour objectif d'expliquer les relations de genre en tant que relations de pouvoir qui émergent à partir de différents contextes spécifiques sociaux et politiques. Elle est une perspective qui conduit à une ré-examen fondamentale des structures sociales et des institutions locales, nationales, et internationales; à une reconsidération des relations de genre hiérarchisées ; aussi à un questionnement sur la détention du pouvoir par certains élites. Toutes ces formes de pouvoir peuvent avoir des impacts négatifs aussi bien sur les hommes que sur les femmes. Elle se focalise sur les conditions des femmes en terme d'éducation, d'accès au crédit, à la technologie, aux soins de santé, du statut légal et social, et de la position de la femme (positions économique, sociale, politique, et culturelle), enfin de tous les facteurs qui déterminent les relations de genre.

L'approche IFD a été principalement critiquée pour son acceptation aveugle des théories de la modernisation que beaucoup de féministes considèrent comme patriarcales et masculinistes, aussi par son manque de défiance des structures de pouvoir existantes. Une meilleure analyse des femmes doit être contextuelle pour mieux faire ressortir leurs spécificités culturelles, sociales, économiques, et politiques qui varient d'un contexte à un autre. L'approche IFD a aussi été critiquée à cause de son biais culturel qui a généralement privilégié les buts et aspirations des femmes du Nord contrairement à celles du Sud parce que c'est une approche qui a été initiée par les féministes du Nord. Ainsi, une intégration du genre dans le développement en Afrique ne suppose-t-elle pas une élaboration des politiques de développement par les femmes africaines ?

Dans leur ouvrage historique, « Développement, Crises, Visions Alternatives. Perspectives des Femmes du Sud », Gita Sen et Caren Grown (1987) marquent une entrée déterminante de la perspective des féministes du Sud dans le discours du développement. Elles proposent une approche alternative de concevoir le développement pour une meilleure participation des femmes du Sud dans le processus du développement. Elles partent du fait que les programmes de développement capitaliste ont empiré les conditions de vie des femmes du Sud à cause de leur politiques de propriété privée, d'exportation des biens économiques, de la production commerciale, et des programmes

d'ajustement structurel. Tous ces idéaux capitalistes sont la cause d'inégalités, de subordination des femmes africaines car ils ne facilitent pas l'accès de ces femmes aux ressources telles que la terre et l'habitat. Les impacts des programmes d'ajustement structurel sur les femmes africaines en sont une illustration concrète.

Les féministes, chercheuses, et activistes africaines critiquent le NEPAD

Une des critiques des femmes africaines à l'encontre du NEPAD concerne la représentativité et la participation des femmes dans les instances de décisions. Par exemple la commission de l'Union Africaine doit avoir une représentation de 50% de femmes. Ce renforcement de la présence de femmes au niveau des structures du NEPAD a connu des avancées notamment la création de la Division Genre et Développement de l'Union Africaine (UA), la présence de cinq femmes dans la commission de l'UA, l'établissement du Parlement Pan-Africain des femmes, et la liste peut être longue. Les femmes se sont organisées pour infiltrer les structures et instances de décision du NEPAD, ce qui est un préalable considérable. Il est important que les femmes puissent être au niveau des positions d'influence et de pouvoir pour une intégration des questions de genre, mais aussi faudrait-il que ces questions reflètent les vraies réalités des femmes africaines et non les politiques politiciennes de nos gouvernements qui collent au modèle macro-économique des pays du Nord.

Les femmes africaines se sont aussi intéressées à l'agenda macro-économique du NEPAD qui n'adresse pas les questions de genre spécifiques à l'Afrique. Si l'on considère le contexte socio-politique et économique africain, on peut identifier cinq domaines fondamentaux qui empêchent une intégration adéquate des femmes dans le développement en Afrique : la prise de décision et la participation politique, la mondialisation, les conflits, le VIH/SIDA, et les droits de la femme. « La prise en compte de ces cinq domaines critiques dans le plaidoyer pour les politiques et programmes au niveau régional est crucial pour le développement des femmes en Afrique, pour l'égalité et pour les droits de l'homme » (Wandia et Patel, 2003). L'image du développement en Afrique est pauvre, féminine, et sanglante : la féminisation de la pauvreté, l'insécurité alimentaire, les conflits armés inter-Etats et entre les communautés où le viol est utilisé comme une arme de guerre, la vulnérabilité et le risque d'infection au VIH/SIDA sont très élevés chez les femmes africaines. Comme conséquences le travail des femmes a augmenté et leurs conditions de vie dégradées parce qu'elles ont en charge les malades du VIH/SIDA et elles assurent la survie de la famille en période de guerre. Les guerres et conflits armés ont augmenté la violence à l'égard des femmes et ont contribué à la détérioration des conditions sociales et économiques.

Beaucoup de déclarations concernant les femmes et le développement en Afrique ont été faites depuis la conférence de Nairobi sur les femmes en 1985, et la conférence sur les femmes à Beijing en 1995, et beaucoup d'autres conférences après celles-ci. Mais ces déclarations semblent restées aux oubliettes avec le NEPAD qui tente de réinventer la roue en oubliant les questions fondamentales des femmes qui contribuent constamment au développement économique national. Selon les organisations de femmes, chercheuses et féministes africaines qui s'intéressent aux questions conceptuelles du paradigme de

développement dans lequel le NEPAD situe le genre, il est reconnu que la conceptualisation néolibérale est dominante. Le développement tel que proposé par le NEPAD est basé sur une logique néolibérale qui a fait ses preuves en matière de violation des droits de la femme avec les programmes d'ajustement structurel. Les programmes d'ajustement structurel implantés dans beaucoup de pays d'Afrique depuis les années 1990 se sont focalisés sur les questions de croissance économique, la libéralisation du commerce, la privatisation, et le retrait de l'Etat dans les affaires publiques au détriment des services sociaux de base. Les femmes africaines sont plus affectées par ces politiques néolibérales à cause de leurs spécifiques rôles et positions dans la société.

Par conséquent, le NEPAD « doit avoir un choix politique clair en faveur des plus démunis dont les femmes, en priorisant leurs droits au-dessus des intérêts des capitaux étrangers. Il doit établir des mécanismes nécessaires pour la participation démocratique dans l'économie politique et dans la prise de décision. Il doit développer des forces de pressions contre la mondialisation qui poussent les gouvernements à sacrifier les droits de leurs propres citoyens pour un nouveau partenariat illusoire entre des partenaires inégaux » (Randriamaro, 2002).

Le néo-libéralisme Africain : une impasse pour le Genre

Le concept de genre souvent a été utilisé à tort et à travers comme un concept « portmanteau », « passpartout », et à des fins politiques qui ne conduisent pas forcément à l'amélioration des conditions socio-économiques des femmes. Cela est dû au fait que la plupart des politiques de développement en Afrique se réfère aux politiques macro-économiques occidentales basées sur le système de marché au lieu de prendre en compte le contexte socio-économique, culturel, et politique africain.

En plus de la restructuration économique, la mondialisation restructure la culture et les sociétés et la manière dont les gens construisent leur identité (Bergeron, 2001). Cette restructuration économique de la culture et des identités africaines font perdre aux questions de genre les réalités africaines qui doivent lui sont attribuées. Ainsi, les politiques et programmes de développement en genre sont analysés dans une perspective capitaliste et macro-économique dans laquelle la femme africaine n'a pas de place ou plutôt une place de main d'œuvre à bon marché. Combien de femmes en Afrique travaillent pour les multinationales ? Combien sont-elles payées par rapport au profit que ces industries font ? Est-ce que nos chefs d'Etats africains se sont prononcés par rapport à cette exploitation économique des femmes ?

Il est varié que quand nos chefs d'Etats acceptent l'économie libérale et collaborent avec le G8, la place de la femme dans le développement économique n'est pas une priorité. Il y a une complicité des chefs d'Etats africains dans l'exploitation de la femme dans le développement économique mondial, ce qui constitue une impasse dans l'intégration de la femme dans le développement africain.

Les politiques macro-économiques des gouvernements n'incorporent pas les perspectives de genre dans leur planification et ils ignorent la structure des ménages en Afrique et les relations sociales qui influencent les rôles de reproduction des femmes (Singh, 2001). Les théories macro de la mondialisation ignorent le genre en tant qu'objet

d'analyse (Freeman, 2001) aussi les réalités locales des femmes africaines. Du point de vue culturel, la patriarchie est dominante dans les organisations sociales de nos communautés, ce qui est un frein à l'émergence de la femme africaine qui occupe socialement une position inférieure. Il ne faudrait pas aussi oublié la patriarhie de nos institutions étatiques qui définissent les identités des femmes selon le modèle économique occidental.

La femme africaine est prise au piège par le système capitaliste pour servir de main d'œuvre à bon marché ; leur intégration dans la mondialisation est limité à cause du manque de scolarisation et d'éducation formelle, d'une insécurité professionnelle, aussi elles n'ont pas les moyens économiques d'intégrer le marché en tant que partenaires égales. Mais les femmes africaines ne sont pas seulement des victimes, elles sont des actrices et des agents de developpement présentent dans tous les secteurs et a chaque situation elles développent des stratégies.

Une Réinvention du Genre en Afrique

La rasion d'être du NEPAD c'est de comprendre les compexités du monde auxquelles l'Afrique fait face. La complexité réside dans la considération des relations Nord-Sud ; relations qui suscitent un questionnement sur les relations de pouvoir, les inégalités et inéquités socio-économiques, et la déperdition de la culture africaine dans la masse mondiale. Les questions de genre vont au-delà de la simple relation homme-femme, elles supposent un considération et une analyse des contextes local, national, régional, et mondial en relations avec les questions de class, caste, race, culture, sexe, et identité. Une réinvention du genre en Afrique suppose une reconceptualisation, de nouvelles théories et approches basées sur les réalités matérielles des femmes.

Une analyse du discours sur le genre et une reconceptualisation

Le genre n'est pas un concept neutre, il permet d'analyser les femmes en considérant l'inégale division du travail, la distribution, l'accès et le control des ressources, et la manière dont les politiques de développement affectent les hommes et les femmes différemment. Il y' a une nécessité de considérer le genre comme catégorie d'analyse des discours, méthodes et politiques de développement. Il est important de faire une analyse de genre de l'économie mondiale parce que la mondialisation affecte les femmes différemment, aussi les femmes influencent le processus de la mondialisation (Ward et Pyle, 2000), particulièrement les femmes du Sud en l'occurence africaines. Les interrelations entre les questions de classe, ethniceté, et genre déterminent les roles économiques donc il est nécessaire de prendre en compte ces interrelations sociales, politiques, culturelles, et économique dans l'intégration du genre dans le développement en Afrique.

Une réinvention du discours sur le genre en Afrique suppose tout d'abord une considération du discours comme une forme de pouvoir (le discours ici renvoie aux politiques africaines de développement) pour examiner comment les questions de genre sont prises en compte et les relations de pouvoir théorisées. Le langage est une des méthodes les plus importantes pour comprendre les relations de pouvoir dans la

planification et l'élaboration de politiques (Lennie, 1999). Il est aussi un moyen de comprendre comment les institutions sont organisées et comment une identité collective est construite (Scott,1988), identité qui est souvent indifférenciée et dominatrice. Très souvent, il y a des fossés entre les politiques de genre telles que définies dans les politiques africaines de développement et leurs applications tant au niveau local que national. Une analyse post-structuraliste de la « déconstruction » (au sens Nietschéen du terme i.e. il n'y a pas un discours dominant mais une pluralité de discours qui permet de prendre en compte les différences) du discours permet de comprendre les relations de pouvoir sexospécifiées, de mettre en exergue les fossés, les ambiguïtés, et les non-dits en sur les questions de genre dans les discours et politiques du développement.

Une analyse féministe post-structuraliste permet une conceptualisation de la construction du genre et des définitions, aussi d'apporter des éclaircissements sur les ambiguïtés dans les relations de genre. Les féministes africaines doivent développer une nouvelle forme de discours en dehors des structures capitalistes et néo-libéralistes africaines. Par conséquent, à chaque fois que le NEPAD et l'Union Africaine définissent des politiques de développement, celles-ci doivent être l'objet d'une analyse critique de genre. Les organisations de femmes doivent pouvoir définir des politiques alternatives pour contre-carrer ou compléter une non prise en compte adéquate des questions de genre. Le NEPAD doit aussi pouvoir changer son discours économique néolibéral à un discours de développement socio-économique qui œuvre pour la justice sociale.

Questionnement des politiques et relations de pouvoir, élaboration de nouvelles approches et méthodologies de genre

Le genre en tant que méthodologie doit permettre aux féministes africaines de développer des cadres d'analyse théoriques et méthodologiques pour questionner toutes les politiques, structures, et organisations africaines de développement. Mais des questions centrales méritent d'être soulevées : qui sont les féministes africaines ? C'est quoi être féministe : conviction des idéologies féministes, activiste, universitaire, maîtrise théorique et académique des questions de genre, opportunisme, « show-biz » féministe, etc.? En quoi se fonde l'expertise de ceux qui se disent experts (es) en genre ?

Le féminisme est politique en ce sens que c'est un questionnement permanent des relations de pouvoir, de l'Etat, des institutions internationales, de la culture en relation avec les vécus quotidiens et réalités des femmes. Cependant, il n'y a pas beaucoup de féministes en Afrique car il n'y en a pas beaucoup qui ose questionner le pouvoir, les institutions formelles (l'Etat, les institutions internationales) et informelles c'est-à-dire les autorités traditionnelles. Les institutions aussi bien que le genre sont des constructions sociales qui méritent d'être questionnées, analysées, et critiquées. Il n'y a rien de naturel ou traditionnel au sens simpliste, masculiniste et dominateur des termes. Les termes comme « naturel », « tradition », « culture », « tiers-monde », « modern » sont des termes conventionnels indifférenciés qui cachent la matérialisation politique des questions de masculinité et féminité. Tout ce qui est considéré comme naturel, traditionnel, et culturel inhibe toute forme de questionnement et d'investigation. Il y a problème de genre quand : la prostitution est considérée comme la plus vieille profession (que ça a toujours été comme cela et qu'il n'y a rien à changer); les femmes africaines sont toujours

catégorisées comme des victimes, des pauvres (que la situation est irréversible ou bien il faut les utiliser comme une main d'œuvre à bon marché) ; que traditionnellement les hommes sont supérieurs aux femmes (que les femmes l'ont toujours accepté pour l'équilibre social) ; et que l'Europe et les Amériques du Nord sont le « First World » par rapport à l'Afrique qui est Tiers-monde. Une analyse de genre doit pouvoir se départir de toutes formes de dichotomie et de catégorisation car elles servent à masquer les constructions de masculinité et féminité.

La patriarchie est un système structurel et une idéologie qui perpétue la domination et les inégalités de genre (Enloe, 2004). Les féministes doivent être alertes à toutes formes de patriarchie car les relations de pouvoir existent dans les ménages, dans les institutions, dans les relations internationales. Ces institutions même si elles ne sont pas patriarcales *per se* le deviennent. Ainsi nos institutions africaines telles que le NEPAD, l'Union Africaine, l'OUA, l'UMEOA nécessitent une analyse de genre des structures, des politiques, et les instances de prise de décisions. Les institutions africaines sont très politiques c'est-à-dire que rien n'est gratuit dans les décisions prises et les programmes mis en œuvre ; il y a toujours des raisons sociales, politiques, et économiques. Mais en même temps elles sont généralement des politiques neutres en matière de genre sur beaucoup de domaines. De ce fait, il appartient aux féministes africaines d'avoir un regard et une analyse féministe critique sur les politiques de développement africaines. Il y a lieu d'intégrer les réalités des femmes africaines dans les politiques de développement qui sont le plus souvent générales et non contextuelles.

Dans les politiques africaines de développement, le « genre comme catégorie d'analyse » doit être privilégié à la « femme comme catégorie d'analyse ». Il est plus pertinent d'avoir une analyse de genre des politiques et programmes de développement parce que cela permet de capter les réalités matérielles, économiques, culturelles, politiques, et sociales des femmes. Le genre n'est pas un concept neutre, il permet d'analyser les femmes en considérant l'inégale division du travail, la distribution des ressources, et la manière dont les politiques de développement affectent les hommes et les femmes différemment. En plus le genre ne se limite pas seulement aux rapports entre homme et femme (une analyse simpliste à laquelle beaucoup de gens font référence), c'est une construction sociale qui prend aussi en considération les questions de race, caste, classe, ethnicité, voire toute sorte de relations et structures de pouvoir. Alors que avoir des programmes et politiques de développement uniquement sur les femmes ne permet pas de prendre en compte les facteurs sociaux, culturels, économiques et politiques. En Afrique, la femme en tant qu'individu n'existe pas, elle appartient à une communauté et à une société régie par des normes socialement construites qui ont des impacts aussi bien négatifs que positifs sur elles.

Conclusion : Stratégies, Actions, et Alternatives

«La tâche devant nous est de marcher régulièrement et fermement vers la direction du développement et de la libération de la femme. Mais cela ne sera possible que si les femmes africaines y croient. L'histoire du monde nous a montré que les opprimés peuvent avoir des alliés et ont besoin d'avoir des alliés du groupe dominant pendant

qu'ils luttent pour l'égalité, la dignité humaine et le progrès. Mais personne, aucun groupe ne peut être libéré par d'autres personnes. Le combat pour le développement des femmes doit être conduit par les femmes, non en opposition avec les hommes, mais en tant que partie intégrante du développement social de tout un peuple.»² (Mwalimu Julius Kambarage Nyerere, 1984)

Au-delà du analyse critique du discours et d'une analyse des politiques et programmes de développement de l'Afrique, il y a une nécessité d'action, de développement de stratégies et d'alternatives. Une collaboration et coalition entre chercheurs, activistes, organisations de femmes, ministères de femmes en Afrique, femmes du monde rural, femmes pauvres, analphabètes voire sans distinction aucune. Cela permettrait de défier la mondialisation et le néo-libéralisme des chefs d'Etats et de gouvernement africains. Cela montre aussi que les femmes africaines ne sont pas seulement des victimes, mais aussi des agents et actrices du développement capable de développer des formes d'organisation, des stratégies et alternatives pour faire face à l'économie de marché. Le féminisme en tant que mouvement social et intellectuel peut apporter des changements dans le développement en Afrique à travers l'activisme, la recherche, et l'action. Il y a lieu de développer une alternative du développement basée sur les expériences et le vécu quotidien des femmes africaines qui deviennent non plus des récipiendaires du développement mais plutôt des participantes et des partenaires au développement.

Des organisations comme FEMNET (Réseau de Communication et de Développement des Femmes Africaines) et les réseaux Pan-Africains composés d'organisations de femmes³ ont développé des stratégies de coalition et d'action pour partager des informations sur le processus d'implantation du NEPAD, sur ses structures, et sur son agenda de développement. Ainsi, l'objectif principal c'est d'inclure les questions de genre à tous les niveaux et dans tous les domaines; aussi de renforcer les capacités des organisations de femmes.

Une adéquation entre genre et développement en Afrique nécessite un développement centré non sur la macro-économie mais sur les réalités des populations particulièrement les femmes et les hommes du monde rural qui contribue le plus au processus de développement en Afrique. Le NEPAD ne devrait pas être une affaire de chefs d'Etats ou de femmes parlementaires mais une affaire qui œuvre pour la participation de tous les citoyens africains. L'impasse du genre dans le NePAD se trouve dans son aspect de politique politicienne. Comme dirait Maria N'Zomo (2003, lors de la

² Dis cours d'ouverture de Nyerere pendant la Réunion Régionale Préparatoire des Femmes Africaines à Arusha en Octobre 1984. Disponible dans : "Situation of Women in Tanzania, Report of Community Development Culutre, Youth and Sport. United Republic of Tanzania, printed by the Government Printers. Dar-es-Salaam (Tanzania, 1988). P.VI-VII)

³ Le Réseau Pan Africain est composé des organisations suivantes: ABANTU pour le developpement, le Centre Africain pour la Résolution Constructive des Conflits (ACCORD), le Centre Africain d'Etudes pour la Démocratie et les Droits de l'Homme (ACDHS), le Forum Africain de Leadership (ALF), le Réseau des Femmes Africaines pour la Communication et le Développement (FEMNET), Akina Mama wa Africa, Egalité Maintenant, le Forum des Femmes Africaines pour l'Education (FAWE), Femme Afrique Solidarité (FAS), la Foundation pour le Développement Communautaire (FDC), et les Femmes dans le Droit et Développement en Afrique.

Réunion Stratégique Régionale sur le Participation Politique des Femmes et l'Intégration du Genre dans 'Union Africaine et ses Mécanismes Spécialisés), il nous faut beaucoup de vigilance dans les méthodes de genre que nous utilisons pour analyser les politiques et programmes de développement en Afrique. L'intégration du genre dans le développement en Afrique n'est possible que si les hommes et les femmes sont prêts à saisir l'opportunité politique du moment et à répondre aux défis du 21^{ème} siècle et de la mondialisation. Les concepts et méthodologies de genre que nous utilisons doivent être compris et maîtrisés par les hommes et les femmes qui les utilisent aussi ils doivent être basés sur le contexte socio-politique et économique de l'Afrique et sur les réalités des femmes africaines en particulier celles du monde rural. L'intégration des femmes dans le développement en Afrique doit aller au-delà de l'acte d'inclure les questions de genre dans les structures du NEPAD.

Le programme pan africain de plaidoyer et de recherche, Genre et Réforme Economique en Afrique (GERA) est un exemple d'activisme de féministes africaines qui œuvrent pour la participation des femmes africaines dans l'élaboration des politiques économiques. La mondialisation doit être ré-inventée pour les femmes et pour les pauvres au lieu que ce soit le contraire. Le renforcement des capacités économiques des femmes africaines nécessite une transformation des politiques et des institutions dans la gouvernance économique mondiale (Randriamaro, 2003). Il est vrai que les politiques néo-libérales ont des impacts sur les femmes, mais il ne faut pas que cela obscurcisse l'analyse systématique des causes structurelles de ces impacts. Il faudrait développer une économie politique de genre qui aiderait à développer des politiques économiques de genre et non des politiques qui auraient de la compassion pour les femmes. C'est cette approche qui fait l'originalité de GERA. Les politiques économiques équitables œuvrent pour un accès et un contrôle équitables des hommes et des femmes par rapport aux ressources productives, une participation égale dans les prises de décision et une distribution égalitaire des bénéfices de travail.

NEPAD ne pourra pas atteindre ses objectifs de développement sans une prise en compte des problèmes sociaux, économiques, politiques, et culturels spécifiques aux femmes africaines, aussi sans la participation des femmes dans les niveaux et dans toutes les structures de prise de décision.

Bibliographie

Agbe, F. M. (2004). NEPAD: The Strategic Role of Women in Realizing Development Objectives. Addis Ababa: OAU/AU Conference.

Agboluaje, A. (2005). Europe's Global Ambitions and The New Partnership for African Development (NEPAD): of what relevance is the Politique Africaine. *Conflicts, Security, and Development*, 5(2), 227-246.

Amin, S. (2000). The Political Economy of the Twentieth Century. *Monthly Review* 52 (2)

Ben Hammouda, H., & Kasse, M. (Eds.). (2004). *Le NEPAD et les Enjeux du Développement pour l'Afrique*. Paris: Maisonneuve & Larose.

Boserup, E. (1970). *Women's Role in Economic Development* (1970 New York: St Martin's Press ed.). London: Earthscan Publications Ltd.

Beneria, L., & Sen. (1981). Accumulation, reproduction and women's role in economic development: Boserup Revisited. *SIGNS: Journal of Women in Culture and Society*, 7(2), 279-298.

Bergeron, S. (Summer 2001). Political Economy Discourses of Globalization and Feminist Politics. *SIGNS Journal of Women in Culture and Society*, 26(4), 983-1006.

Cardoso, F. E. (1972). Dependency and Development in Latin America. Pp. 169-178, in Timmons, R. T. (Eds) (2001), *From Modernization to Globalization: Perspectives on Development and Social Change*. Baltimore, MD: Blackwell.

Chowdhry, G. (1995). Engendering Development? Women in Development (WID) in international development regimes. In J. L. Parpart & M. Marchand (Eds.), *Feminism Postmodernism Development* (pp. 26-41). New York: Routledge.

Edozie, K. R. (2004). Promoting African 'Owned and Operated' Development: A Reflection on The New Partnership for African Development. *African and Asian Studies*, 3(2), 145-173.

Elson, D. (1995). Male Bias in the Development Process: An Overview. In D. Elson (Ed.), *Male Bias in the Development Process* (pp. 1-28). Manchester: Manchester University Press.

Frobel, F., Heinrichs, J., & Kreye, O. (2000). The New International Division of Labor in the World Economy (1980). In J. T. Roberts & A. Hite (Eds.), *From Modernization to Globalization. Perspectives on Development and Social Change* (pp. 257-273). Malden, Massachusetts: Blackwell Publishers.

Gibson, N. C. (2004). Africa and Globalization: Marginalization and Resistance. *Journal of Asian and African Studies*, 39(1-2), 1-28.

Gill, Lesley (2000). Power Lines and Global Connections. Pp. 135-180 in Gill Lesly *Teetering on the Rim. Global Restructuring, Daily Life, and the Armed Retreat of the Bolivian State*. New York: Columbia University Press.

Hirshman, M. (1995). Women in Development: A Critique. Pp.42-55 in J. L. Parpart & M. Marchand (Eds.), *Feminism Postmodernism Development*. New York: Routledge.

Huntington, S. P. (1965). Political Development and Political Decay. *World Politics* 17 (3): 386-430

Ilorah, R. (2004). NEPAD: the Need and Obstacles. *African Development Review*, 16(2), 223-251.

Kabeer, N. (1994). Treating Cancer with Bandaid?: The Theoretical Underpinnings of WID. In N. Kabeer (Ed.), *Reversed Realities* (pp. 11-39). London: Routledge.

Kabeer, N. (1994). The Emergence of Women as a Constituency in Development. In N. Kabeer (Ed.), *Reversed Realities* (pp. 1-10). London: Routledge.

Kabeer, N. (1994). Same Realities, Different Windows: Structural Perspectives on Women and Development. In N. Kabeer (Ed.), *Reversed Realities: Gender Hierarchies in Development Thought* (pp. 40-68). London: Zed Books.

Kerr, J., & al, e. (Eds.). (2000). *Demanding Dignity: Women Confronting Economic Reforms in Africa*. Ottawa: The North-South Institute and Third World Network-Africa.

Lankabula, P. (2002). Justice and Fullness of Life in the Context of Economic Globalization: an African Woman's Perspective. *Reformed World*, 52(4), 151-174.

Loots, E. (2005). NEPAD and the Capital Flows Initiative: Can Africa Walk the Walk? *South African Journal of Economics*, 73(1), 1-20.

Manuh, T. (1998). Women in Africa's development: Overcoming obstacles, pushing for progress. *Africa Recovery. A United Nations Publication*, 11, 1-17.

Martinussen, J. 2003. *State, Society, and Market. A Guide to Competing Theories of Development*. Zed Books: London and New York.

Massamba, G., Kariuki, S., & Ndegwa, S. N. (2004). Globalization and Africa's Regional and Local Responses. *Journal of Asian and African Studies*, 39(1-2), 29-45.

Matthews, S. (2004). Investigating NEPAD's Development Assumptions. *Review of African Political Economy*(101), 497-511.

McMichael, P. (2000). Globalization: Myths and Realities (1996). In J. T. Roberts & A. Hite (Eds.), *From Modernization to Globalization. Perspectives on Development and Social Change* (pp. 274-291). Malden, Massachusetts: Blackwell Publishers.

NEPAD. (2001). *The New Partnership for Africa's Development*. Midrand: NEPAD Secretariat.

Parpart, J. L. (1995). Deconstructing the Gender Experts. In J. L. Parpart & M. Marchand (Eds.), *Feminism Postmodernism Development* (pp. 221-243).

Randriamaro, Z. (2002). The NEPAD, Gender and the Poverty Traps: the NEPAD and the Challenges of Financing for Development in Africa from a Gender Perspective: TWN-Africa/ CODESRIA International Conference on Africa and Development Challenges of the New Millennium.

Randriamaro, Z. (2003). African Women Challenging neo-liberal economic orthodoxy: the conception and mission of the GERA programme. *Gender and Development*, 11(1), 44-51.

Rodrik, D. (2000). Has Globalization Gone Too Far? (1997). In J. T. Roberts & A. Hite (Eds.), *From Modernization to Globalization. Perspectives on Development and Social Change* (pp. 298-306). Malden, Massachusetts: Blackwell Publishers.

Rathgeber, E. M. (1995). Gender and Development in Action. In M. Marchand & J. L. Parpart (Eds.), *Feminism Postmodernism Development* (pp. 204-220). New York: Routledge.

Rostow, W. (1960). Introduction and the Five Stages of Economic Growth – A Summary. PP. xii- 16 in *The Stages of Economic Growth*. Cambridge University Press.

Sen, A. (1983). Development: Which Way Now? *The Economic Journal*, 93(372), 745-762.

Sen, G., Grown, C., & DAWN. (1987). *Development, Crisis, and Alternative Visions: Third World Women's Perspectives*. London: Earthscan.

Scott, C. (1995). *Gender and Development: Rethinking Modernization and Dependency Theory*. Boulder: Lynne Rienner Publishers. (chapter 1 and 7, pp.1-21; 121-133)

Singh, D. M. (2001). African Women in Development. *Africa Quarterly*, 41(4), 59-72.

Udayagiri, M. (1995). Challenging Modernization: Gender and Development, postmodern feminism and activism. Pp. 159-178 in J. L. Parpart & M. Marchand (Eds.), *Feminism Postmodernism Development*. New York: Routledge.

Wandia, M., Patel, A., & Githaiga, G. (2003). *Regional Strategy Meeting on Women's Political Participation and Gender Mainstreaming in the Africa Union and Its Specialized Mechanisms*. Nairobi, Kenya: FEMNET.

Wanyeki, M. L. The New Partnership for African Development (NEPAD): a brief gender critique. New York, USA: Women in Law and Development in Africa (WILDAF).

Ward, K. B., & Pyle, J. L. (2000). Gender, Industrialization, Transnational Corporations and Development: An Overview of Trends and Patterns (1995). In J. T. Roberts & A. Hite (Eds.), *From Modernization to Globalization. Perspectives on Development and Social Change* (pp. 306-327). Malden, Massachusetts: Blackwell Publishers.